

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SILIM

8 Traverse de la Montre
CS 80148
13011 MARSEILLE

Références : D-1535-MRS-2022

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006406581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement SILIM implanté Centre Tri Aygalades 99 avenue des Aygalades 13015 MARSEILLE 15. L'inspection a été annoncée le 01/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILIM
- Centre Tri Aygalades 99 avenue des Aygalades 13015 MARSEILLE 15
- Code AIOT : 0006406581
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILIM exploite une plateforme de collecte de déchets (gravats, végétaux, encombrants ou déchets non dangereux non inertes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative
- le respect de prescriptions prises par sondage (arrêtés préfectoraux et arrêtés ministériels de prescriptions générales)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Gestion des eaux de précipitations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 6.2	/	Sans objet
11	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I	/	Sans objet
13	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 8.4	/	Sans objet
14	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7	/	Sans objet
3	Gestions des envois de matières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 1	/	Sans objet
4	Prévention des Poussières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 2	/	Sans objet
5	Equipements	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 3.2	/	Sans objet
6	Equipements	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 3.3	/	Sans objet
7	Suivi de l'activité	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 10.3	/	Sans objet
9	Risque Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
10	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
12	Fluides Frigorigènes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Traçabilité des Déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	/	Sans objet
16	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.5	/	Sans objet
17	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
18	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet
19	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III	/	Sans objet
20	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Sans objet
21	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des écarts pour lesquels des actions correctives vont être rapidement mises en oeuvre par l'exploitant. A ce stade, il n'est pas proposé à Monsieur le Préfet de suites à cette inspection.

La visite d'inspection a également permis d'échanger avec l'exploitant sur son projet de réorganisation de la plateforme et de création d'alvéoles extérieures. Ce projet nécessitera le dépôt d'un projet de loi à connaissance au titre du R. 181-46 du code de l'environnement Ce dernier devra également intégrer l'actualisation des garanties financières et la mise à jour du tableau des activités (rubriques de la nomenclature des installations classées).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Niveau d'activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La plateforme sera dimensionnée pour accueillir et traiter environ 60 000 tonnes par an : <ul style="list-style-type: none">- 25 000 tonnes de gravats,- 5000 tonnes de végétaux,- 30 000 tonnes d'encombrants ou déchets banals recyclables divers. Journallement l'installation accueillera au total et en moyenne 193 tonnes de déchets (végétaux + gravats + encombrants et DIB recyclables) L'installation sera dimensionnée de façon à recevoir exceptionnellement un tonnage journalier double de son tonnage nominal soit environ 386 tonnes.
Constats : L'inspection a mis en évidence, au travers du bilan annuel d'activités 2021, un dépassement sur le tonnage annuel en végétaux, en encombrants ainsi que sur le tonnage global. A ce jour, le site a réceptionné 44 995 tonnes de déchets, volume inférieur au tonnage annuel autorisé (60 000 tonnes).
Observations : Un porter à connaissance est en cours. Il devrait intégrer une demande de réévaluation du tonnage annuel ainsi qu'une mise à jour des rubriques (mise à jour des seuils). Dans l'attente, l'exploitant est tenu de respecter les tonnages fixés par son arrêté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7
Thème(s) : Situation administrative, Vérification des activités exploitées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.
Constats : L'exploitant avait réalisé une demande d'antériorité en 2013 pour les rubriques 2711, 2713, 2714, 2715, 2716 et 2718. Aucun changement n'a eu lieu depuis.
Observations : L'exploitant prépare un porter à connaissance sur le projet de réorganisation du site (voies de circulation et alvéoles extérieures). Compte tenu que certaines rubriques acquises par le bénéfice d'antériorité ne sont pas exploitées, une révision des rubriques sera intégrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestions des envois de matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 1
Thème(s) : Autre, Gestions des envois de matières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les dispositions techniques nécessaires pour prévenir et limiter les envois de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- revêtement sur les voiries- ramassage régulier des éléments légers dispersés dans l'enceinte de l'établissement- le transport des déchets sera réalisé par des véhicules équipés de filets ou de bâches anti-envol- mise en place de bâche anti-envol sur les bennes extérieures en attente de transport- les opérations de dépotage et de tri seront strictement effectués à l'intérieur du bâtiment d'exploitation
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un filet anti-envol près du portail de sortie, zone sensible aux envois. Les vents dominants arrivent à l'arrière de l'auvent de stockage, ce qui permet d'abriter les déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 2
Thème(s) : Autre, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra réaliser : <ul style="list-style-type: none">- toutes les opérations de dépotage, tri, chargement, seront effectuées dans le bâtiment d'exploitation fermé. Aucune opération ne sera réalisée à l'extérieur- procéder quotidiennement à l'évacuation des produits triés- procéder à la mise en œuvre du procédé de brumisation chaque fois que besoin, et d'en vérifier le bon fonctionnement- procéder au nettoyage journalier du dallage du bâtiment d'exploitation- procéder au balayage mécanique de la voirie de la plateforme
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un nettoyage par balayeuse motorisée est réalisé en fin de journée. De plus, le site est équipé d'un dispositif d'aspersion le long de la voie de déchargement, et au niveau de l'alvéole gravats. Il a également été constaté plusieurs évacuations par camions des déchets de type encombrants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Equipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 3.2
Thème(s) : Autre, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux accès seront aménagés pour les conditions normales de fonctionnement de l'installation. Ces accès devront être équipés d'un dispositif s'opposant à la pénétration de tout véhicule sans l'accord du service de réception. Tout autre accès sera réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : Le site dispose de 2 accès (entrée et sortie) ainsi qu'un portail secondaire sur le côté. Les clients autorisés disposent d'un badge d'accès et pénètrent sur site après validation par l'agent de bascule. Les clients ponctuels et les nouveaux clients doivent se présenter à l'accueil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Equipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 3.3
Thème(s) : Autre, Information
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A proximité immédiate de l'entrée principale sera placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel seront inscrits dans l'ordre suivant : <ul style="list-style-type: none">- désignation installation,- les mots « centre de tri-transfert de déchet, ICPE »- le n° et la date de l'AP d'autorisation- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant- les jours et heures d'ouverture- « accès interdit sans autorisation », 'Informations disponibles à » + adresse- le n° des services d'urgence
Constats : L'inspection a permis de constater que les informations sont présentes sur de grands panneaux, face à l'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suivi de l'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 10.3
Thème(s) : Autre, Rapport annuel d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adressera au Préfet des Bouches-du-Rhône un rapport d'activité comportant : <ul style="list-style-type: none">- tout élément d'information sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée,- un plan ou un schéma actualisé de son installation faisant apparaître voies de circulation, bâtiments, aire de stockage et de traitement, schéma de collecte des eaux- une synthèse graphique et statistique des contrôles et traitements prévus,- la synthèse des résultats des contrôles effectués (admission déchets)- un bilan d'activité
Constats : Le bilan annuel d'activité est transmis annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des eaux de précipitations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 6.2
Thème(s) : Autre, Dispositifs de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux collectées seront redirigées vers un bassin de 260 m³ puis vers un dispositif de type « séparateur à hydrocarbures », correctement dimensionnée, avant leur rejet dans le milieu naturel (ruisseau des Aygalades).</p> <p>Le séparateur à hydrocarbures sera équipé d'un limiteur de débit en entrée. Il devra être capable d'isoler les eaux traitées grâce à un obturateur qui en cas de trop plein, sectionne le conduit de sortie.</p> <p>Le séparateur à hydrocarbures sera dimensionné pour un débit correspondant au minimum de la précipitation exceptionnelle de fréquence annuelle.</p> <p>Les eaux pluviales issues de l'installation, pour être rejetées au milieu naturel devront être compatibles avec les valeurs limites DCO <80 mg/l ; DBO5 <25 mg/l ; MES <35 mg/l ; hydrocarbures totaux <5 mg/l</p> <p>Le bassin de rétention sera équipé d'un dispositif adapté permettant d'assurer cette qualité.</p> <p>L'évacuation du bassin devra être dotée d'un système d'obturation afin de pouvoir retenir des effluents ne répondant pas aux critères qualitatifs exigés dans le milieu naturel.</p> <p>Concernant ce rejet une convention devra être établie entre l'exploitant et le gestionnaire du milieu récepteur.</p> <p>Le fond du bassin de rétention sera imperméabilisé afin d'éviter toutes infiltrations dans le sous-sol.</p> <p>La stabilité des digues du bassins devra être assurée quel que soit le niveau de remplissage et les talus intérieurs protégés de l'érosion et des organismes fouisseurs.</p> <p>Le bassin sera curé autant que de besoins. Les produits de curage seront évacués vers une installation autorisée à les recevoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>La convention de déversement a été signée le 19 novembre 2018. Les mesures des rejets à la STEP sont réalisées conformément à ladite convention.</p> <p>L'entretien du débourbeur-déshuileur et du bassin est programmé d'ici la fin de l'année.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant transmet sous 5 jours, à compter de la notification du présent rapport, les bordereaux de suivi de déchets établis suite à l'entretien du débourbeur - déshuileur et du bassin.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Risque Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'exploitant effectue une vérification annuelle de ses extincteurs, du poteau incendie et des RIA. Le débit du poteau incendie est de 148 m ³ /h à 1 bar.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Autre, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées en février 2022. La vérification périodique réalisée par SOCOTEC n'a pas mis en évidence de non-conformités et d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I
Thème(s) : Autre, Admissibilité des Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : L'exploitant réalise l'activité relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées. Les métaux entrant sur site sont contenus dans les bennes d'encombrants.
Observation : L'exploitant justifie, sous 15 jours, que les déchets contenant des métaux ont fait l'objet d'un contrôle de leur radioactivité leur arrivée sur site. Le cas échéant, l'exploitant justifie l'existence sur son site d'un dispositif de détection.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Susceptible de suites

N° 12 : Fluides Frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24
Thème(s) : Autre, Fluides Frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.
Constats : Les DEEE sont récupérés lorsqu'ils sont déversés dans l'alvéole "encombrants" et évacués dès que le volume atteint entre 20 et 30 m ³ . Aucun traitement n'est effectué sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 8.4
Thème(s) : Autre, Surveillance Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Ces mesures sont consignées dans le dossier « installations classées » prévu au point 1.4.</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle de mesure de bruit a été réalisée en 2020 par une personne qualifiée de la SEM Environnement. Cependant, la fiche ne répond pas à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (pas d'information sur les conditions météorologiques, sur les événements de bruit enregistrés).</p>
<p>Observations : L'exploitant a prévu de réaliser la prochaine mesure en 2023. Il est rappelé que cette mesure doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Autre, Mesures périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 (tableau 2) et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats : Les paramètres du tableau 2 de l'article 17 ne sont pas analysés. L'exploitant indique que les déchets reçus sur site ne sont pas susceptibles de les contenir.</p>
<p>Observations : L'exploitant justifiera sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport que les substances visées au tableau 2 de l'article 17 de l'arrêté susréféréncé ne sont pas présentes dans les rejets aqueux de son installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traçabilité des Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Lors de l'inspection, le registre des déchets entrants et sortants a été présenté par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.5
Thème(s) : Autre, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. L'installation doit être disposée de manière à élaborer un sens unique de circulation sur le site. Ce sens de circulation devra être visiblement affiché pour les conducteurs. Un croisement de la circulation est toutefois envisageable pour le passage par une aire spécifique tel qu'une aire de pesée. Une entrée unique est également possible. Une des façades de chaque bâtiments est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.
Constats : Le site est ceint d'une clôture. Un sens unique de circulation est en place. L'auvent est ouvert sur toute la longueur, correspondant à la zone d'apport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : Les consignes sont affichées pour les personnes extérieures au site. De plus, des exercices sont effectués pour le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II
Thème(s) : Autre, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche d'information préalable est remplie par le client. C'est géré par les commerciaux. Cela peut également être géré sur place lorsqu'il s'agit d'un nouveau client ou d'un apport occasionnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III
Thème(s) : Autre, Procédure d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>
<p>Constats : L'agent de bascule vérifie que le chargement annoncé correspond à la fiche d'information préalable remplie par le client, et si oui, permet l'accès à l'installation. Un employé est également présent au déversement et effectue une vérification visuelle en liaison avec l'agent de la bascule.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
Thème(s) : Autre, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Les aires d'entreposage sont clairement indiquées sur le site. Les déchets sont séparés par des murs béton, ce qui permet à l'exploitant d'évaluer son stock et de respecter la hauteur de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V
Thème(s) : Autre, Opérations de tri des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques: Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet. Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée. Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations. Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.
Constats : Les éventuels DEEE récupérés sont mis de côté et évacués en filière adaptée. Les encombrants sont triés à la pelle mécanique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet